



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.
M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

Etaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LANDAIS

Etait absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 18
Conseillers votants : 22

Pour : 18
Contre : 4
Abstention : 0

4 – MODIFICATION DU RÈGLEMENT POUR L'OCTROI DE L'AIDE COMMUNALE AU RAVALEMENT

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

L'aide communale au ravalement (ACR) a été créé en mars 1990 et modifiée par délibérations du 21 décembre 2001 et 24 mai 2004.

Il s'avère nécessaire d'y apporter de nouvelles modifications.

Elles portent sur :

- une modification de l'article 4 qui précise désormais que « l'aide ne pourra être accordée que si l'accord écrit de la commune intervient avant le début des travaux ».
- la création d'un article 13 qui dispose que « l'aide ne peut être attribuée qu'une seule fois pour l'ensemble contigu de bâtiments appartenant au même propriétaire ».

Il est demandé au conseil municipal d'accepter ces modifications.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 6 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/09/19
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20190917-59774-AU-1-1

